

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	24.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Internet
Akteure	Keine Einschränkung
Prozesstypen	Verwaltungsakt
Datum	01.01.1965 - 01.01.2023

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Ackermann, Nadja
Berclaz, Philippe
Bühlmann, Marc
Clivaz, Romain
Flückiger, Bernadette
Freymond, Nicolas
Hirter, Hans
Mosimann, Andrea
Scherrer, Debora
Schneuwly, Joëlle
Schär, Suzanne

Bevorzugte Zitierweise

Ackermann, Nadja; Berclaz, Philippe; Bühlmann, Marc; Clivaz, Romain; Flückiger, Bernadette; Freymond, Nicolas; Hirter, Hans; Mosimann, Andrea; Scherrer, Debora; Schneuwly, Joëlle; Schär, Suzanne 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Internet, Verwaltungsakt, 2000 - 2021*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 24.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Grundlagen der Staatsordnung	1
Rechtsordnung	1
Datenschutz und Statistik	1
Institutionen und Volksrechte	1
Bundesverwaltung - Organisation	1
Infrastruktur und Lebensraum	1
Verkehr und Kommunikation	1
Post und Telekommunikation	1
Sozialpolitik	4
Gesundheit, Sozialhilfe, Sport	4
Suchtmittel	4
Bildung, Kultur und Medien	4
Medien	4
Radio und Fernsehen	4
Neue Medien	5

Abkürzungsverzeichnis

UVEK	Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation
BAFU	Bundesamt für Umwelt
SECO	Staatssekretariat für Wirtschaft
NGO	Nichtregierungsorganisation
BAKOM	Bundesamt für Kommunikation
EDI	Eidgenössisches Departement des Inneren
KOBİK	Schweizerische Koordinationsstelle zur Bekämpfung der Internetkriminalität
ComCom	Eidgenössische Kommunikationskommission
UMTS	Universal Mobile Telecommunications System
GSM	Global System for Mobile Communications
NISV	Verordnung über den Schutz vor nichtionisierender Strahlung
WEKO	Wettbewerbskommission

DETEC	Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication
OFEV	Office fédéral de l'environnement
SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie
ONG	Organisation non gouvernementale
OFCOM	Office fédéral de la communication
DFI	Département fédéral de l'intérieur
SCOCI	Service de coordination de la lutte contre la criminalité sur Internet
ComCom	Commission fédérale de la communication
UMTS	Universal Mobile Telecommunications System
GSM	Global System for Mobile Communications
ORNI	Ordonnance sur la protection contre le rayonnement non ionisant
COMCO	Commission de la concurrence

Allgemeine Chronik

Grundlagen der Staatsordnung

Rechtsordnung

Datenschutz und Statistik

VERWALTUNGSAKT
DATUM: 28.06.2010
MARC BÜHLMANN

Der eidgenössische Datenschutzbeauftragte Hanspeter Thür hatte bereits 2009 in Sachen **Google Street View** beim Bundesverwaltungsgericht Klage eingereicht. Das 2010 erfolgte Eingeständnis von Google, in verschiedenen Ländern (darunter auch die Schweiz) private Daten aus Drahtlosnetzwerken aufgezeichnet zu haben, soll laut Thür ins laufende Verfahren eingebracht werden. Ebenfalls negativ äusserte sich Thür zum sozialen Netzwerk **Facebook**, das auch Daten von Nichtmitgliedern sammle.¹

VERWALTUNGSAKT
DATUM: 28.01.2011
NADJA ACKERMANN

Der Rat für Persönlichkeitsschutz lancierte eine Kampagne mit dem Namen **„Netla – Meine Daten gehören mir!“** Die auf drei Jahre angelegte Kampagne soll Kindern den verantwortungsvollen Umgang mit eigenen Daten im Internet lehren und kostet eine halbe Million Franken. In der Presse wurde kritisiert, dass sich der Bund in zu vielen Projekten mit zu wenig Wirkung verzettelt.²

Institutionen und Volksrechte

Bundesverwaltung – Organisation

VERWALTUNGSAKT
DATUM: 31.10.2003
HANS HIRTER

Im Februar nahm das sogenannte **„Guichet virtuel“** des Bundes mit dem Namen **www.ch.ch** den Testbetrieb auf. Es handelt sich dabei um ein Internetportal, das die verschiedenen staatlichen Dienste auf Bundes-, Kantons- und Gemeindeebene nach Sachthemen ordnet und leichter zugänglich macht. Die Benutzer finden darin sowohl Informationen über Dienstleistungen und Vorschriften als auch die Adressen der zuständigen Amtsstellen und – soweit vorhanden – die erforderlichen Formulare und Ähnliches in elektronischer Form (vgl. auch «E-Schweiz»³).

Infrastruktur und Lebensraum

Verkehr und Kommunikation

Post und Telekommunikation

VERWALTUNGSAKT
DATUM: 31.12.2000
PHILIPPE BERCLAZ

Le **système UMTS (Universal Mobile Telecommunication Standard)** a été mis aux enchères en automne. Celui-ci succédera au réseau GSM utilisé par les téléphones mobiles actuels. L'UMTS ouvrira la voie vers de nouveaux services interactifs dont le Visiophone et Internet à haut débit. La mise en service des premiers réseaux UMTS en Suisse – comme en Europe – est prévue pour 2002. Le DETEC a mis en jeu quatre concessions pour l'exploitation d'un réseau UMTS sur l'ensemble du territoire helvétique. L'octroi de la concession était lié à une obligation de couverture de 50% de la population. La vente des concessions laissaient présager une promesse de pactole pour la Confédération, vu les chiffres record qui avaient été atteints en Angleterre. Les autorités l'estimaient en juin entre CHF 6 et 10 milliards, puis entre CHF 3 et 6 milliards vu le semi-échec néerlandais et allemand. A la clôture des inscriptions, dix candidats s'étaient annoncés. Le nombre des prétendants s'est au fur et à mesure réduit à l'approche de la vente. Les raisons à cette défection étaient principalement dues à l'absence de liquidités d'investissement, déjà mobilisées dans d'autres pays où les enchères s'étaient envolées. Dans l'objectif d'obtenir une concession, Swisscom s'est allié à Vodafone. La veille de l'enchère, il ne restait plus que cinq opérateurs en course pour 4 concessions et un coup de théâtre s'est produit dans l'heure précédant la date butoir: Tele Danmark était parvenu à prendre le contrôle de deux prétendants – DiAx et Sunrise – et à les faire fusionner. Informé de la naissance du numéro deux de la téléphonie en Suisse, l'OFCOM a gelé les enchères, car l'acheteur était inconnu. La Commission de la concurrence ayant statué que la fusion DiAx-Sunrise ne portait pas atteinte à la concurrence dans le marché futur de l'UMTS, la vente des quatre licences aux quatre candidats restant a pu avoir lieu. Elles ont été adjugées pour CHF 205 millions, soit à peine CHF 5 millions de plus que les mises de départ de CHF 50 millions

l'unité. Les acquéreurs des licences, qui auront une durée de vie de 15 ans, étaient: **Swisscom, Telefonica, Dspeed (DiAx et Sunrise) et Orange**. Ce dernier avait été le seul à surenchérir symboliquement de cinq millions. Le manque à gagner par rapport aux estimations prévues de CHF 4 à 7 milliards a retenu l'attention de certains parlementaires qui n'ont pas hésité à demander la tenue d'une enquête pour établir les responsabilités de cette débâcle. L'obtention par Swisscom de sa licence, condition sine qua non de l'entrée pour Vodafone dans le capital de Swisscom a eu comme effet que celui-ci procédera à une prise de participation de 25% dans le capital de la future filiale de téléphonie mobile Swisscom Mobile. En autorisant Swisscom, dont elle est actionnaire majoritaire à faire alliance avec l'opérateur Vodafone, le Conseil fédéral a amorcé une "sous-privatisation" et a donné son acceptation implicite pour la holding.⁴

VERWALTUNGSAKT
DATUM: 23.05.2001
PHILIPPE BERCLAZ

Devant les soupçons de prise illégale de participation de Deutsche Telekom dans Tele Danmark (trois jours avant la mise aux enchères, l'opérateur allemand s'est retiré de la course aux licences UMTS, laissant le champ libre à l'opérateur danois) et malgré le feu vert de la Commission de la concurrence (Comco), l'OFCOM a décidé de faire la lumière sur la fusion diAx/Sunrise, devenu entre temps Sunrise. Toujours concernant la mise aux **enchères des licences UMTS**, la Délégation des finances du parlement – sous requête de la commission des finances du National –, a rendu public ses conclusions quant à son échec. D'après elle, la Comco ne peut être tenue pour coupable, car la méthode de vente avait été choisie à bon escient et la procédure d'octroi des concessions préparée de manière professionnelle. La leçon à tirer de cette vente est que la Confédération, si elle ne veut pas voir le pactole s'envoler à nouveau, devra à l'avenir fixer des valeurs financières minimales.⁵

VERWALTUNGSAKT
DATUM: 05.09.2002
PHILIPPE BERCLAZ

Doutant de la disponibilité pour fin 2002 de téléphones et de services compatibles **UMTS** vu le retard pris dans le lancement, la ComCom a annoncé une **série d'assouplissement de ses exigences**. La première; les concessionnaires seront désormais autorisés à partager non seulement les mâts d'antennes, mais également la majeure partie de l'infrastructure radio. L'industrie proposant des appareils uniques qui peuvent être réglés de façon indépendante par plusieurs opérateurs, la ComCom a jugé que la mise en commun de ces installations ne menaçait plus la concurrence. Cette décision permettra des économies et contribuera à limiter le nombre d'installations, surtout hors des zones urbaines. La seconde mesure a levé l'obligation pour les opérateurs de disposer d'un réseau de couverture de 20% à la fin 2002. Ces derniers pourront décider librement de la date de leur entrée sur le marché. La ComCom avait décidé de réexaminer la situation, après que Sunrise et Telefonica aient demandé une modification de leur concession. Les opérateurs ne pourront toutefois pas rester inactifs; l'obligation de couvrir 50% de la population à la fin 2004 restait valable.

Après avoir pris la décision en juillet de geler de ses projets UMTS en Europe, Telefonica a annoncé la mise en vente de sa licence UMTS en Suisse.⁶

VERWALTUNGSAKT
DATUM: 22.12.2005
PHILIPPE BERCLAZ

En fin d'année, le Conseil fédéral a présenté les **nouveaux buts** qu'il assigne à **Swisscom pour la période 2006–2009**. Tant que la Confédération sera l'actionnaire majoritaire, l'opérateur n'aura pas le droit d'acquérir des entreprises étrangères bénéficiant d'un mandat de service universel. Swisscom pourra toutefois conclure des rachats ou des alliances dans des domaines spécifiques, pour autant que ces opérations répondent à une logique industrielle ou contribuent directement à baisser les coûts en Suisse. Les expansions sont possibles notamment dans Internet et la distribution de services télévisés. Le Conseil fédéral limite la marge de manœuvre de Swisscom, en lui demandant de reverser aux actionnaires tous ses fonds propres jusqu'à concurrence d'un milliard de francs, et en restreignant son droit de s'endetter à CHF 5 milliards. La politique de distribution des bénéfices sera discutée en janvier 2006 entre le Conseil fédéral et le Conseil d'administration de Swisscom. Cette dernière somme correspond à 1,5 fois le résultat opérationnel (bénéfices avant impôts et amortissements). Concernant le désengagement de la Confédération de Swisscom, Hans-Rudolph Merz a indiqué qu'il présentera la mouture finale du projet au mois de janvier 2006.⁷

VERWALTUNGSAKT
DATUM: 23.11.2007
NICOLAS FREYMOND

Sur la base d'une expertise de la ComCo établissant la position dominante de Swisscom sur le marché de **l'accès à haut débit**, la ComCom a rappelé cette dernière à l'ordre et l'a obligé à respecter le dégroupage total décidé par l'Assemblée fédérale l'année précédente. Swisscom doit donc offrir un accès à haut débit à prix coûtant à ses concurrents. La commission a ainsi donné raison à Sunrise et Orange qui, en septembre, avaient déposé plainte concernant une offre ADSL de Swisscom. Cette dernière proposait à ses clients un accès ADSL sans ligne téléphonique fixe, par un abonnement de téléphonie mobile. Le raccordement au réseau fixe n'était par conséquent pas facturé et il en résultait une économie de CHF 25,25 par mois pour les clients. Or, si une autre entreprise de télécommunications souhaitait proposer la même offre, elle devait payer à Swisscom le prix du raccordement ou le facturer à ses clients.⁸

VERWALTUNGSAKT
DATUM: 07.10.2009
NICOLAS FREYMOND

D'octobre 2008 à octobre 2009, la Comcom a organisé quatre tables rondes consacrées à **l'extension du réseau à fibre optique**. Le travail ainsi réalisé avec la participation de toutes les entreprises actives dans ce domaine en Suisse a débouché sur la définition de normes uniformes. Cette coordination a permis de lever le dernier obstacle technique important et d'éviter la construction parallèle de nouveaux réseaux. Les participants se sont en outre accordés pour ouvrir l'accès à leurs réseaux à tous les fournisseurs à des conditions identiques, donc non discriminatoires, afin de garantir la liberté de choix du client final.⁹

VERWALTUNGSAKT
DATUM: 06.02.2010
NICOLAS FREYMOND

La Comcom a organisé une **cinquième table ronde dédiée à l'extension du réseau à fibre optique** et réunissant, comme précédemment, toutes les entreprises actives sur le marché suisse. Cette réunion a été consacrée à divers modes de collaboration avec Swisscom, toujours avec le double objectif d'éviter les doublons dans l'infrastructure de réseau et de garantir la concurrence. Selon la Comcom, les contrats de coopération qui ont ainsi été conclus assureront à terme le raccordement au réseau de près de 20% des ménages suisses. À cette occasion, les participants ont par ailleurs lancé un projet pilote de plateforme commune réalisée au prix d'une uniformisation des formulaires de commandes des fournisseurs de services, de telle sorte que les consommateurs puissent rapidement changer de fournisseurs.¹⁰

VERWALTUNGSAKT
DATUM: 12.03.2010
NICOLAS FREYMOND

La Commission de la communication (Comcom) a décidé d'**abaisser les tarifs d'accès au réseau à large bande** de Swisscom de 15 à 30% pour les années 2007, 2008 et 2009, de telle sorte que les prix facturés par l'opérateur historique soient alignés sur les coûts.¹¹

VERWALTUNGSAKT
DATUM: 30.09.2011
SUZANNE SCHÄR

Nach dem Willen des Bundesrats und einer Mehrheit des Parlaments soll die Entwicklung des Fernmeldewesens durch den Infrastrukturwettbewerb getrieben und möglichst wenig reguliert werden. Verwaltung, Bundesrat und Räte suchten im Berichtsjahr nach der geeigneten Form, die eine möglichst flächendeckende Versorgung der Schweiz mit Breitband- bzw. Hochbreitbandangeboten unter Wettbewerbsbedingungen erlaubt. Zur Hochbreitbandtechnologie, auch next generation network (NGN), werden neben der digitalen Telefonleitung über das Kupferkabel VDSL, die Glasfasertechnik FTTH (fiber to the home), die hochleistungsfähigen Frequenzbänder LTE (long term evolution) für die Mobilfunktechnologie (in der Nachfolge von UMTS bzw. GSM) sowie das Kabelfernsehen CATV (cable television) gezählt. Bereits 2008 hatten die Kommunikationskommission (Comcom) sowie das Bundesamt für Kommunikation (Bakom) einen runden Tisch zusammengerufen, der sich mit der Verlegung der Glasfaser als einer der verwendeten Hochbreitbandtechnologien beschäftigte. In ihren beiden Treffen 2011 entschieden die Akteure des runden Tisches, gemeinsam auf das wettbewerbsfähige **FTTH-Modell** zu setzen und die bis anhin auf die Glasfaser beschränkten Gespräche – für deren Verlegung in den Gebäuden sie sich auf einen gemeinsamen technischen Standard einigten – auf alle Hochbreitbandtechniken auszuweiten. Im September fanden die ersten Gespräche unter erweiterter Thematik statt.¹²

VERWALTUNGSAKT
DATUM: 23.02.2021
BERNADETTE FLÜCKIGER

Im Februar 2021 präsentierte das BAFU die **Ergänzung der Vollzugshilfe für den Umgang mit adaptiven Antennen**. Der Bundesrat hatte im April 2020 entschieden, dass die geltende Vollzugshilfe um diesen Aspekt ergänzt werden soll, die geltenden Anlagengrenzwerte der NISV aber nicht gelockert werden. Das Ziel der ergänzten Vollzugshilfe besteht darin, dass die Bewilligungsbehörden bei der Berechnung der Strahlung eine klare Anleitung haben.

Weiter wurde in der Medienmitteilung des BAFU erläutert, dass adaptive Antennen – im Unterschied zu den konventionellen Antennen – die Funksignale nicht mehr konstant in eine Richtung absendeten, sondern die Strahlung dorthin fokussierten, wo sich das verbundene Endgerät befindet. Dadurch werde die Strahlung in die anderen Richtungen reduziert.¹³

Sozialpolitik

Gesundheit, Sozialhilfe, Sport

Suchtmittel

Im Juni 2014 betraute der Bundesrat das EDI mit der Ausarbeitung einer **Nationalen Strategie Sucht** und eines entsprechenden Massnahmenplans. Nach der Verabschiedung des Massnahmenplans Anfang Dezember 2016 wurde schliesslich mit der Umsetzung der Strategie begonnen. Die Strategie bezieht alle Formen von Sucht mit ein und bündelt die bestehenden nationalen Programme und Massnahmenpakete bezüglich den Risikofaktoren Alkohol, Drogen und Tabak. Auch für andere Suchtformen – etwa exzessive Internetnutzung, Medikamentenabhängigkeit oder Geldspielsucht – wird mit der Strategie ein Orientierungsrahmen geschaffen. Die Strategie verfügt über acht Handlungsfelder. Während die ersten vier Felder – Gesundheitsförderung, Prävention und Früherkennung; Therapie und Beratung; Schadensminderung und Risikominderung sowie Regulierung und Vollzug – thematischer Natur sind und im Zusammenhang mit der Viersäulenpolitik stehen, setzen sich die Felder fünf bis acht – Koordination und Kooperation; Wissen; Sensibilisierung sowie internationale Politik – aus Querschnittsaufgaben zusammen und beziehen sich auf die Steuerung und die Koordination. Mit dem Massnahmenplan wird beabsichtigt, Ansätze, welche bis anhin auf eine bestimmte Art von Sucht fokussierten, auf die anderen Suchtformen auszuweiten. Um die Strategie umsetzen zu können, sollten unterschiedliche Akteure auf Ebene des Bundes, der Kantone und der Gemeinden sowie aus Fachverbänden, verschiedenen NGOs und Fachorganisationen zusammenarbeiten.

Die Strategie weist zwei Umsetzungsphasen auf – 2017 bis 2019 sowie 2021 bis 2024. Auf Grundlage der ersten Phase, eines bis 2020 auszuarbeitenden Zwischenberichts und der Strategie Gesundheit2030 des Bundesrates sollen sodann Anpassungen im Hinblick auf die zweite Phase vorgenommen werden.¹⁴

Bildung, Kultur und Medien

Medien

Radio und Fernsehen

Die Digitalisierungs- und Konvergenztendenz beim Medienangebot fand ihren Ausdruck auch im Aufschaltgesuch der **Joiz AG** für ein sogenannt crossmediales Sendeformat (Radio, TV, Online- und Smartphoneangebot sowie Anbindung an Twitter und Facebook) in der Deutschschweiz. Nach einem Beschwerdeverfahren verpflichtete das Bakom die Cablecom zur unentgeltlichen digitalen und analogen Verbreitung des Jugendkanals Joiz während drei Jahren ab dem auf Februar 2011 vorgesehenen Sendebeginn.¹⁵

VERWALTUNGSAKT
DATUM: 10.11.2010
SUZANNE SCHÄR

VERWALTUNGSAKT
DATUM: 16.09.2011
DEBORA SCHERRER

2010 hatte der Bundesrat sein grundsätzliches Einverständnis zur **Online-Werbung durch die SRG** signalisiert, jedoch unter dem Vorbehalt einer Einigung mit den konkurrierenden Verlagshäusern. Eine Studie der Universität Zürich im Auftrag des Bakom belegte im März, dass die SRG ihre Online-Tätigkeit in den letzten Jahren ausgebaut hat. So stieg allein 2010 der Anteil redaktioneller Beiträge auf den SRG-Websites von 49% auf 58%. Die Verleger sahen darin eine Gefährdung ihrer eigenen, nicht mit öffentlichen Gebührengeldern finanzierten Onlineangebote sowie eine Verletzung der Einigungsvereinbarung. Sie forderten primär ein Verbot der Online-

Werbung für die SRG. Zudem verlangten sie, dass die SRG keine neuen Online-Angebote entwickeln darf. Im Herbst des Berichtsjahres flammte die Auseinandersetzung erneut auf. Gefordert wurden eine liberale Medienordnung mit einem Gleichgewicht zwischen öffentlichen und privaten Anbietern sowie eine genauere Definition des Service public. Der Bundesrat gab sich unbeeindruckt und verlangte von den Kontrahenten weiterhin eine gemeinsame Lösung.¹⁶

Neue Medien

VERWALTUNGSAKT
DATUM: 21.02.2002
ROMAIN CLIVAZ

La multitude de délits pouvant être commis au moyen de l'Internet a poussé le Conseil fédéral à mettre sur pied un Service national de coordination de la **lutte contre la criminalité sur Internet** (SCOCI). C'est suite aux pressions exercées par diverses organisations, notamment de lutte contre la pédophilie, et par les cantons, que le Conseil fédéral a annoncé la création, dès janvier 2003, de cet organe de coordination. Muni d'un budget de 1,3 millions de francs, dont deux tiers à la charge des cantons, et employant 9 personnes, il sera le point de contact central pour les personnes souhaitant signaler l'existence de sites suspects. Il effectuera également des recherches des contenus illicites sur Internet et procèdera à des analyses approfondies dans le domaine de la criminalité sur Internet. (Pour la lutte contre la pédophilie sur Internet, voir aussi ici)¹⁷

VERWALTUNGSAKT
DATUM: 07.09.2006
ANDREA MOSIMANN

Im Streit um die **Internetdomain schweiz.ch** kam es zu einer gütlichen Einigung. Die Adresse gehörte einem Privaten, der sich 1995 rechtmässig dafür hatte registrieren lassen. Der Bund will schweiz.ch in den vier Amtssprachen als offizielles Portal nutzen und versuchte vergeblich den Besitzer dazu zu bewegen, die Adresse abzutreten. Er leitete infolgedessen bei der Weltorganisation für geistiges Eigentum ein Verfahren ein. Daraufhin erklärte sich der Besitzer bereit, die Domain für 50'000 Franken abzutreten. Somit blieben dem Bund die Kosten für ein Gerichtsverfahren erspart und er willigte ein.¹⁸

VERWALTUNGSAKT
DATUM: 29.02.2008
ANDREA MOSIMANN

Der Bundesrat kündigte im Februar an, er werde die Ressourcen für die Überwachung jihadistischer und gewaltextremistischer Internetseiten aufstocken, um wirksamer gegen die **Netzwerkriminalität** vorgehen zu können. Keinen Handlungsbedarf sah die Regierung auf gesetzlicher Ebene. Sie stellte sich auf den Standpunkt, dass das geltende Strafrecht die Verantwortlichkeit von Providern und Internetdiensten im Zusammenhang mit Internetkriminalität genügend regle und nahm damit Abstand vom Gesetzesentwurf aus dem Jahr 2004.¹⁹

VERWALTUNGSAKT
DATUM: 06.08.2010
SUZANNE SCHÄR

Im Bestreben, die Sicherheit des elektronischen Datentransfers im Geschäfts- und Behördenverkehr zu erhöhen, lancierte das Staatssekretariat für Wirtschaft Seco Anfang Mai das Pilotprojekt **Suisse-ID**. Der elektronische Identitätsnachweis soll Privaten und Unternehmen einen sicheren Datenaustausch über das Internet bis hin zur Abgabe einer rechtsverbindlichen elektronischen Unterschrift ermöglichen.²⁰

VERWALTUNGSAKT
DATUM: 20.11.2010
SUZANNE SCHÄR

Im Juni verabschiedete der Bundesrat das Programm **„Jugendmedienschutz und Medienkompetenz“**, das 2011–2015 vom Bundesamt für Sozialversicherungen koordiniert und umgesetzt werden wird. Im Gegensatz zu den Killerspielvorstössen aus dem Parlament setzt dieses v.a. auf Sensibilisierung und Prävention. Weitergehende Regulierungsmassnahmen auf Bundesebene, wie sie v.a. aus den Reihen der CVP verlangt wurden, gedachte der Bundesrat bis Programmabschluss und dem allfälligen Nachweis eines zusätzlichen Regulierungsbedarfs zurückzustellen. Der Ständerat überwies ein Postulat Savary (sp, VD) (Po. 10.3263), welche die Erstellung eines Berichts zur Praxis des illegalen Herunterladens von Musik im Internet fordert.²¹

1) SoZ 21.2.10; SZ 4.3.10; Presse vom 18.5 und vom 29.6.10.

2) TG, 29.1.11.

3) NZZ, 11.2. und 31.10.03; TA, 5.9.03. Siehe dazu auch eine Repräsentativbefragung der GfS in NZZ, 16.8.03.

4) LT, 10.3.00; presse d'août, novembre et décembre 2000.

5) LT, 8.1.01; TG, 31.1.01; presse 23.5.01.

6) Presse du 22.2.02 (partage des antennes); 24h, 8.6.02 et LT, 9.8.02 (couverture); Presse du 26.7.02; LT, 5.9.02.

7) Presse du 22.12.05.

- 8) LT, 31.8.07 (Sunrise); NZZ, 15-16.9.07 (Orange); presse du 23.11.07 (ComCom).
- 9) NZZ, 7.10.09.
- 10) NZZ, 6.2.10.
- 11) NLZ et NZZ, 12.3.10.
- 12) AZ, 3.1.2011; Faktenblätter Bakom, 2011; Medienmitteilung Bakom vom 14.1.11.
- 13) Medienmitteilung BAFU vom 23.2.21; Vollzugshilfe BAFU vom 23.2.21
- 14) Massnahmenplan 2021–2024 zur Nationalen Strategie Sucht 2017–2024; Massnahmenplan zur Nationalen Strategie Sucht; Nationale Strategie Sucht 2017–2024
- 15) NZZ, 13.11.10; Verfügung vom 10. November 2010 des Bundesamtes für Kommunikation, Bakom.
- 16) NZZ, 5.7.11; Presse vom 16.9.11; zur Studie siehe Lit. Latzer et. al.
- 17) Presse du 21.2.02.
- 18) NF und TA, 24.2.06; LT, 30.5. und 7.9.06.
- 19) Bund, LT und NF, 29.2.08.
- 20) SGT, 4.5.10; NZZ, 4.5. und 6.8.10.
- 21) Medienmitteilung EDI, 14.6.10; AB NR 2010, Beilagen Wintersession, S. 370 f.; NZZ, 20.11.10.